

ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL



Du 17 novembre au 06 décembre 2017

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	3 ^{ème} trimestre 2017 (INE)	0,5
	Prévision 2017 (Gouvernement)	2,6
Déficit public (% du PIB)	1 ^{er} semestre 2017 (Gouvernement)	-1,9
	Prévision fin 2017 (Gouvernement)	-1,4
Solde primaire (% du PIB, prévision fin 2017) (Gouvernement)		2,7
Dette (% du PIB)	Fin 2016 (Gouvernement)	130,1
	Prévision fin 2017 (Gouvernement)	126,2
Exportations de biens (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		27,8
Importations de biens (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		34,1
Exportations de services (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		13,1
Importations de services (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		7,1
Inflation sous-jacente (% , octobre 2017) (INE)		1,3
Taux de chômage (% , octobre 2017) (INE)		8,5
Indicateur de confiance économique (indice, août 2017) (Banque du Portugal)		112,0

- **La croissance du PIB au 3^{ème} trimestre a diminué**

La croissance du PIB a ralenti passant de 3,0 % au 2^{ème} trimestre à 2,5 % au 3^{ème} trimestre en rythme annuel. Ce ralentissement est partiellement lié à celui de la croissance des exportations (+ 6,8 % au 3^{ème} trimestre contre + 7,9 % au 2^{ème} trimestre) tandis que les importations ont augmenté plus rapidement (+ 8,1 % au contre + 7,1 % précédemment). La demande intérieure est en hausse (+ 3,2 % contre + 2,8 % précédemment) et contribue à 3,3 p.p. du PIB, ce qui s'explique par la croissance de la consommation privée (+ 2,5 % contre + 1,9 %) alors que la croissance de l'investissement ralentit (+ 9,6 % contre + 10,1 %). La demande intérieure prend ainsi partiellement le relais des exportations comme moteur de la croissance.

Situation des établissements bancaires

- **La Caixa Económica Montepio Geral est désormais détenue entièrement par l'association mutualiste Montepio et pourrait voir Santa Casa entrer dans son capital**

Le 17 novembre, l'association mutualiste à vocation sociale *Montepio Geral* a exercé son droit de recourir au retrait obligatoire des actions restantes de la banque mutualiste *Caixa Económica Montepio Geral (CEMG)*. **La banque mutualiste est désormais une société anonyme non cotée en bourse et détenue dans son intégralité par l'association mutualiste**, facilitant ainsi les opérations futures

d'augmentation de capital et d'entrée de nouveaux actionnaires institutionnels notamment issus de l'économie sociale et solidaire. Déjà le 6 décembre, le nouveau président de l'organisation laïque catholique sans but lucratif *Santa Casa da Misericórdia de Lisboa (SCML)*, **Edmundo Martinho**, a déclaré que *SCML* était prête à monter jusqu'à 10 % du capital de *CEMG* pour un montant maximal de 200 M€.

Situation budgétaire

- **Le budget 2018 du Portugal a été adopté – la Commission européenne estime qu'il comporte un risque de non-conformité**

Le budget d'Etat 2018 a été adopté par le Parlement portugais le 27 novembre et sera publié le 15 décembre, au terme de la rédaction finale. Il poursuit la réduction des déséquilibres budgétaires du Portugal, tout en redistribuant du pouvoir d'achat aux ménages, en particulier aux fonctionnaires et aux retraités.

Le niveau de l'effort structurel résultant du projet de budget a été critiqué pour son insuffisance par l'opposition de droite, mais aussi par le Conseil des finances publiques et la Commission européenne. En effet, le Gouvernement a affiché une cible d'emblée légèrement inférieure à la recommandation de la Commission européenne de juin (0,5 % contre 0,6 %), dont le calcul a en outre été contesté par cette dernière (celle-ci estimant l'effort à 0,4 % dans le courrier adressé par les Commissaires Moscovici et Dombrovskis au gouvernement portugais). Le Gouvernement n'a cependant pas modifié son projet de budget, ce qui a conduit, **le 22 novembre, le Portugal a être classé par la Commission parmi les pays présentant un « risque de non-conformité » avec le volet préventif du Pacte**, pouvant le mener, en fonction des résultats de l'exécution 2018, à faire l'objet d'une procédure pour « déviation significative » de sa trajectoire d'ajustement.

Par ailleurs, la Commission prévoit, dans ses prévisions d'automne, la stabilisation du déficit public à 1,4 % en 2018 (sur la base notamment de prévisions de croissance plus pessimistes que le Gouvernement) et engagera début 2018 une évaluation approfondie du Portugal dans le cadre de la **procédure pour déséquilibres macroéconomiques**, notamment à raison des **niveaux élevés d'endettement public et privé et des prêts non performants dans ses établissements bancaires**.

La discussion parlementaire du projet de budget a surtout été marquée par des tensions croissantes entre le Gouvernement et ses alliés de gauche, qui plaident pour une réorientation d'ensemble des politiques européennes et une plus grande redistribution des « fruits de la croissance » au moment où plusieurs manifestations de catégories de fonctionnaires (policiers, infirmiers, professeurs notamment) ont pesé sur le débat public. Ces tensions ont conduit le Gouvernement à faire des concessions : renonciation à la création d'une taxe sur les produits de consommation à forte teneur en sel, imposition accrue pour les entreprises réalisant des bénéfices supérieurs à 35 M€, accroissement des mesures fiscales en faveur des étudiants, élargissement des conditions d'accès au complément de solidarité pour les personnes âgées et amélioration des conditions de mise en œuvre du dégel des carrières des fonctionnaires notamment. Elles ont toutefois culminé lors du vote final avec le renoncement de dernière minute, par le Gouvernement, de la mise en place d'une taxe sur l'énergie renouvelable, ce qui a été considéré par le bloc de gauche, qui l'avait proposée, comme une marque de « déloyauté » et une entorse au contrat de coalition.

Sectoriel

- **Altice procède à la réorganisation de la direction de Meo**

Les résultats décevants présentés par le groupe *Altice* au 3^{ème} trimestre 2017 et la chute boursière qui s'en est suivie ont eu des répercussions au Portugal, où les résultats sont également en baisse (les revenus ont baissé de 3,1 % tout comme la recette moyenne par client, qui est passée de 7,1 € à 6,3 €).

Le 21 novembre dernier, *Altice* a annoncé avoir procédé à une réorganisation de la direction de *Meo/Portugal Telecom (PT)* : **Alexandre Fonseca est devenu le nouveau PDG de Meo**, succédant à Cláudia Goya qui a été à la tête de l'entreprise au cours des quatre derniers mois. Alexandre Fonseca a intégré *Altice* en 2012, lorsque le groupe a racheté *Cabovisão* et exerçait jusqu'à présent les fonctions de directeur de la technologie (*Chief Technology Officer*). Quant à Cláudia Goya, elle a été nommée *chairwoman* de *Meo* remplaçant Paulo Neves, ancien PDG, qui quitte le groupe.

Dans un message envoyé aux travailleurs de PT, le président fondateur d'*Altice*, **Patrick Drahi, s'est voulu rassurant**, rappelant que la dette du groupe était garantie à 85 % par des taux fixes et que le 1^{er} remboursement important n'aurait lieu qu'en 2022. Il a également réaffirmé qu'*Altice* maintenait son engagement avec le Portugal, « *l'un des plus grands paris* » du groupe dans le monde.

Les changements au niveau de la direction de *Meo* interviennent à un moment où *Altice* attend l'**avis de l'Autorité de la concurrence portugaise sur l'achat du groupe Media Capital pour 440 M€**. Cette acquisition fait l'objet de critiques, notamment de la part de ses principaux concurrents qui craignent qu'elle nuise au pluralisme des médias au Portugal.

- **Lisbonne a accueilli la Conférence internationale pour l'innovation sociale**

Les 27 et 28 novembre, s'est tenue à Lisbonne la Conférence internationale pour l'innovation sociale organisée par la Commission européenne, le Ministère portugais de la Présidence et de la Modernisation Administrative et la fondation Gulbenkian, qui a réuni 1.400 participants. La Maire de Paris, Anne Hidalgo, a participé à une table ronde avec le Maire de Lisbonne, Fernando Medina, sur le thème « *Social innovation as a new tool for addressing societal challenges* ». Le Commissaire européen, Carlos Moedas, a annoncé la création du Prix Horizon pour l'Innovation Sociale d'un montant de 2 M€ pour améliorer la mobilité des personnes âgées. Quatre autres prix de 250.000 € chacun seront également attribués pour des projets innovants favorisant l'autonomie et la participation à des activités sociales des personnes âgées. Les candidatures sont ouvertes jusqu'en février 2018.

Divers

- **Le programme « Internacionalizar » a été adopté**

Le 6 décembre, le Conseil des Ministres portugais a adopté le programme « *Internacionalizar* » qui définit la stratégie du Gouvernement pour accroître l'internationalisation de l'économie portugaise. **Ce programme compte 6 objectifs** : augmenter la part des exportations de biens et de services dans le PIB ; augmenter le nombre d'entreprises exportatrices ; diversifier les marchés d'exportation ; augmenter l'investissement direct étranger (IDE) au Portugal ; augmenter l'investissement direct portugais à l'étranger ; et augmenter la valeur ajoutée des exportations nationales.

Les mesures les plus notables concernent le soutien au financement des exportations et à l'attraction des IDE. Concernant les exportations, le Gouvernement prévoit le développement des produits de couverture des risques à l'export ; la dynamisation du Fonds de Capital Risque public « *200 M* » ; la création du « *Fonds de fonds pour l'internationalisation* » ayant pour mission de co-

investir avec des investisseurs étrangers, publics ou privés, pour financer des entreprises ou autres entités portugaises souhaitant s'internationaliser ; et le développement du financement multilatéral provenant des institutions financières internationales et du Plan Juncker. S'agissant des IDE, le Gouvernement prévoit de créer un registre actualisé des projets d'investissement au Portugal à destination des investisseurs étrangers et de créer un site internet dédié. Une campagne de promotion de la « *marque Portugal* » mettra en avant le pays comme destination touristique (la compagnie aérienne portugaise TAP devrait être associée à cette campagne) et comme lieu de tournage de films (avec notamment la création d'une incitation fiscale).

Le texte prévoit que ces mesures soient exécutées ou en exécution d'ici 2019, sous la coordination du Secrétariat d'Etat à l'Internationalisation avec l'appui technique de l'Agence pour l'Investissement et le Commerce Extérieur du Portugal (AICEP) et l'accompagnement du Conseil Stratégique de l'Internationalisation de l'Economie (CEIE).

- **Le Ministre des Finances Mário Centeno a été nommé président de l'Eurogroupe**

Le 5 décembre, le Ministre des Finances portugais, Mário Centeno, a été élu président de l'Eurogroupe, l'organe informel au sein duquel se réunissent les ministres des Etats membres de la zone euro à la veille de la session mensuelle du conseil des Ministres des Finances de l'Union européenne (ECOFIN). **Il prendra ses nouvelles fonctions le 13 janvier 2018 pour un mandat de deux ans et demi.** Le Secrétaire d'Etat Adjoint aux Finances, Ricardo do Mourinho Félix, représentera désormais le Portugal aux conseils ECOFIN.

- **Les Chinois renforcent leur présence au Portugal**

- *Dans le secteur de l'assurance*

Les investisseurs chinois accroissent leur présence dans le secteur de l'assurance au Portugal. Le 22 septembre, une déclaration de partenariat a été signée entre le groupe portugais Montepio et le groupe chinois Clean Energy Finance Corporation (CEFC), et s'est conclue en novembre par **l'entrée de CEFC comme actionnaire majoritaire dans les assurances Montepio Seguros** (dont *Lusitânia Seguros*, *Lusitânia Vida* et *N Seguros*). Le montant de la participation n'a pas été officiellement communiqué mais représenterait, selon la presse, 60 % du capital de l'assureur pour un montant d'environ 150 M€. Cette transaction doit encore être approuvée par les actionnaires du groupe *Montepio* et par l'autorité portugaise de supervision des assurances et des fonds de pension, qui dispose de 90 jours pour se prononcer. A cette occasion, **CEFC a annoncé vouloir transférer le siège de son activité financière au Portugal.**

Le 24 novembre, l'autorité portugaise de la concurrence a validé **l'acquisition du contrôle exclusif des filiales d'assurances au Portugal du groupe français Groupama** (*Groupama Seguros Vida* et *Groupama Seguros*) **par une filiale de l'entreprise chinoise China Tianying, spécialisée dans les énergies renouvelables.**

Pour rappel, le 1^{er} assureur du Portugal, *Fidelidade*, avait été racheté par un fonds d'investissement chinois, *Fosun*, en 2014.

- *A travers la coopération sino-lusophone*

Le 22 novembre, a été signé **un mémorandum d'entente** prévoyant la signature d'un accord de *joint-venture* entre l'entreprise publique portugaise de gestion des voies ferroviaires et routières *Infraestruturas de Portugal* (IP) et des entreprises chinoises dans le transport ferroviaire (*China Tiesiju Civil Engineering Group* et *China Railway Engineering Corporation*) **afin d'intervenir dans des projets de construction et de développement d'infrastructures de transport dans les pays**

Iusophones. A cette occasion, le secrétaire d'Etat à l'Internationalisation, Eurico Brilhante Dias, a souligné que « *le Portugal a identifié sa relation politique, économique et sociale avec la République populaire de Chine comme une priorité* ».

- **Le Portugal et le Maroc signent douze accords bilatéraux de coopération**

Le Portugal et le Maroc ont signé douze accords de coopération à l'occasion du 13^{ème} Sommet lusomaroquin qui s'est tenu les 4 et 5 décembre à Rabat, en présence des Premiers ministres et de plusieurs membres de gouvernement des deux pays. Les accords de coopération couvrent en particulier les domaines économique (tourisme, emploi, technologies de l'information, santé et transport maritime), énergétique (géologie et mines, énergies renouvelables, efficacité énergétique) et culturel (cinéma et audiovisuel). **Le Portugal et le Maroc ont également signé un mémorandum d'entente pour le développement de la coopération triangulaire dans des pays tiers, notamment en Afrique.**

Le Maroc et le Portugal ont par ailleurs mis en place un groupe de travail pour définir le modèle de financement du projet d'interconnexion électrique entre les deux pays, qui fait l'objet d'une étude de faisabilité. Les conclusions de cette étude devraient être bientôt dévoilées ; si elles sont concluantes, un appel d'offres pour la construction et l'exploitation de l'interconnexion électrique entre les deux pays pourrait être lancé dès le 1^{er} semestre 2018.

- **Le Portugal est le pays ayant le plus bénéficié du Plan Juncker en proportion du PIB**

Depuis le lancement en 2015 du plan d'investissement pour l'Europe (« Plan Juncker »), le Portugal a reçu 1,9 Md€ de fonds européens d'investissement stratégique (FEIS). Le Portugal est ainsi le pays de l'Union européenne ayant reçu le plus de fonds du plan Juncker en proportion du PIB (1 %), suivi de la Grèce (0,9 %) et la Lituanie (0,8 %). Au total, 27 projets ont été financés par les FEIS au Portugal, dont 17 dans les infrastructures (1,1 Md€) et 10 dans les petites et moyennes entreprises (0,8 Md€). Par effet de levier, ces fonds européens devraient entraîner un investissement privé supplémentaire de 3,5 Md€. Pour l'heure, **le financement le plus important a été accordé à l'entreprise publique portugaise de distribution d'eau et de traitement des eaux usées *Aguas de Portugal*, pour un montant de 420 M€** dont la 1^{ère} tranche de 220 M€ a été débloquée en septembre. Il doit permettre de mener environ 1.000 interventions dans les infrastructures des eaux et de créer 7.400 emplois. La participation privée pourrait porter l'investissement total dans le cadre de ce projet à 727 M€.